



PLATEFORME EUROPÉENNE DE PARTICIPATION DES ENFANTS

#EUChildParticipation
#EUChildGuarantee



BRISER LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

RENFORCER LA GARANTIE EUROPÉENNE POUR L'ENFANCE

VERSION ADAPTÉE AUX ENFANTS





DE QUOI TRAITE CETTE BROCHURE?



L'Union européenne (UE) est un groupe de 27 pays qui travaillent ensemble. L'UE veut mettre en place les conditions pour que tous les enfants aient une vie agréable.

Chaque enfant et chaque jeune doivent pouvoir bénéficier d'un soutien, vivre en sécurité et se voir offrir des opportunités; ils doivent avoir voix au chapitre dans les décisions qui ont une incidence sur leur vie.

La garantie européenne pour l'enfance est un plan destiné aux pays de l'UE dont le but est d'aider les enfants qui ont besoin d'aide à augmenter leurs chances de s'assurer un avenir de qualité.

Cette brochure est destinée aux enfants et aux jeunes qui souhaitent en savoir plus sur ce plan, sur la manière dont il a été récemment amélioré et sur la manière dont il contribue à lutter contre la pauvreté.

Plus de 41 000 enfants ont donné leur avis au moyen de la plateforme européenne de participation des enfants: leur contribution a servi à l'élaboration de ce plan.

Les mots et phrases marqués d'un * sont expliqués en fin de brochure.





1. POURQUOI AVONS-NOUS BESOIN DE CE PLAN?

Chaque enfant a droit à l'équité des chances.

Certains enfants et certaines familles rencontrent des difficultés financières:

- > ils sont privés de choses essentielles telles que de la nourriture, des vêtements, du matériel scolaire ou un endroit sûr et chaud pour vivre
- > ils peuvent difficilement participer à des activités (sports, arts, ...) avec d'autres enfants
- > ils ont plus de difficultés scolaires, ce qui peut avoir une incidence sur toute leur vie, et même sur la génération suivante

Ce n'est pas la faute d'un enfant s'il est né dans une famille pauvre. Il faut donc remédier à cette situation.

Le soutien aux enfants défavorisés profite à l'ensemble de la société en les aidant à exploiter pleinement leur potentiel, à trouver des emplois de qualité en tant qu'adultes et à contribuer à la vie collective.

L'Union européenne utilise les termes «pauvreté des enfants*» ou «risque de pauvreté ou d'exclusion sociale*» pour décrire ces situations. En 2025, presque un quart des enfants dans l'Union européenne étaient menacés par la pauvreté ou l'exclusion sociale.

Les pays de l'UE veulent que cette situation change et qu'au moins 5 millions d'enfants sortent de la pauvreté ou de l'exclusion sociale d'ici à 2030.

- > La garantie européenne pour l'enfance a déjà aidé de nombreux enfants:
 - 600 000 enfants supplémentaires dans l'ensemble de l'UE ont pu participer à des activités scolaires telles que des événements sportifs ou des voyages scolaires
 - les Pays-Bas ont offert des repas gratuits à l'école à un plus grand nombre d'enfants, y compris à de nombreux enfants défavorisés
 - la Pologne a mis en place des centres de garde d'enfants dans de nombreux endroits où il n'y en avait jamais eu
- > Mais les enfants, les organisations et les experts affirment que des efforts supplémentaires doivent être consentis.
- > L'objectif est de veiller à ce que chaque enfant ait accès à ce dont il a besoin pour grandir en bonne santé et en sécurité, sans être exclu.

Le plan propose des idées aux pays de l'UE de mesures qui peuvent apporter les changements ou les améliorations nécessaires, il les aide également à trouver de l'argent et d'autres ressources pour ces mesures.





2. QUI A BESOIN D'UNE AIDE SUPPLÉMENTAIRE?

Certains enfants sont confrontés à davantage de difficultés que d'autres et devraient bénéficier d'une aide supplémentaire en cas de besoin.

La garantie pour l'enfance est conçue pour aider les enfants qui rencontrent des difficultés financières, mais elle offre également un soutien à d'autres groupes défavorisés:

- > les enfants handicapés
- > les enfants roms*
- > les enfants placés dans des structures d'accueil alternatives*
- > les enfants sans domicile fixe ou qui vivent dans des logements dangereux
- > les enfants issus de minorités ethniques ou religieuses
- > les jeunes qui quittent une structure d'accueil alternative et commencent à vivre seuls





3. DE NOUVELLES ACTIONS DE L'UE

Des travaux sont en cours pour encore mieux soutenir les enfants dans les années à venir.

Voici quelques idées:

- > interroger les enfants et les familles sur ce qui aiderait les parents à trouver du travail (par exemple, de meilleurs services de garde d'enfants)
- > lancer de nouveaux projets en matière de garde d'enfants, d'éducation, de sport, de culture et d'inclusion
- > trouver des façons de renforcer le soutien financier offert aux familles avec enfants
- > créer une boîte à outils pour la santé mentale et le bien-être* en collaboration avec l'UNICEF, proposant des guides, des activités et des idées pour aider les personnes à comprendre la santé mentale et à savoir comment trouver de l'aide
- > mettre en place des programmes d'accompagnement* pour aider les enfants qui au-raient besoin d'une aide supplémentaire
- > aider les écoles et les services publics à mieux soutenir les enfants roms
- > tester une carte de la garantie pour l'enfance* permettant aux enfants et aux fa-milles d'obtenir plus facilement de l'aide
- > lier plus étroitement la garantie pour l'enfance à la garantie pour la jeunesse, de sorte que le soutien se poursuive à mesure que les enfants grandissent
- > renforcer le soutien aux villes, aux régions et aux organisations locales travaillant avec les enfants





4. MIEUX SOUTENIR LES FAMILLES

Les enfants s'en sortent mieux lorsque leur famille est soutenue correctement.

Lorsque les familles reçoivent le soutien dont elles ont besoin, les enfants peuvent grandir en meilleure santé, apprendre mieux et se sentir plus en sécurité. Si le soutien fait défaut pendant l'enfance, une aide plus importante est souvent nécessaire plus tard dans la vie en ce qui concerne les soins de santé, le logement et d'autres formes d'aide sociale.

Les objectifs sont les suivants:

- > faire en sorte que les parents et les aidants aient des emplois stables et bien rémunérés, et suffisamment d'argent pour les activités quotidiennes telles que l'alimentation, le logement, l'habillement, les transports et les fournitures scolaires
- > garantir la disponibilité de services de garde d'enfants et d'éducation préscolaire pour permettre aux parents et aux aidants, en particulier aux mères, de travailler ou d'étudier plus facilement
- > si les revenus du travail ne sont pas suffisants, permettre aux familles de bénéficier d'allocations familiales* et d'autres aides supplémentaires





5. DE MEILLEURS SERVICES POUR LES ENFANTS

Tous les enfants devraient pouvoir tirer parti des opportunités qui leur sont offertes.

Le fait de grandir avec des difficultés financières peut avoir des incidences sur la santé physique, la santé mentale, l'apprentissage, les amitiés, la sécurité et les perspectives des enfants. Les enfants et les familles devraient connaître les opportunités qui leur sont offertes et savoir comment y accéder.

Les services devraient être fondés sur les besoins réels des enfants, et sur des systèmes plus simples. Dans la mesure du possible, il faut veiller à regrouper les services de soutien pour que les familles puissent obtenir de l'aide sans devoir multiplier les interlocuteurs.

Quelques changements à mettre en place (parmi d'autres):

- > augmentation du nombre de places de garde d'enfants et de places préscolaires
- > des repas scolaires plus sains
- > davantage d'activités sportives, artistiques, culturelles et extrascolaires
- > davantage de tutorat, d'aide aux devoirs et de soutien à l'apprentissage
- > une meilleure prise en charge de la santé mentale* dans les écoles, les soins de santé et les communautés
- > disponibilité d'accompagnateurs ou d'adultes de confiance capables de soutenir les enfants dans les périodes difficiles





6. SOUTIEN AU BIEN-ÊTRE ET À LA SÉCURITÉ

Chaque enfant a le droit de se sentir en sécurité, soutenu et protégé, en ligne et hors ligne.

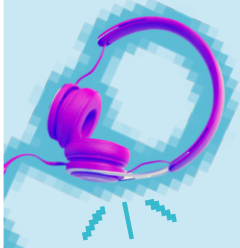
Les difficultés financières et sociales peuvent nuire au bien-être et à la santé de certains enfants, les amenant à se sentir stressés, isolés ou anxieux.

Il est important que les enfants et les familles reçoivent de l'aide le plus tôt possible. Il peut s'agir d'une aide pendant la petite enfance, à l'école ou au moyen de services de santé mentale et médicale.

- > Obtenir de l'aide à un stade précoce permet d'éviter que les problèmes ne s'aggravent et de contribuer à ce que les enfants restent en bonne santé, apprennent bien et se sentent soutenus.
- > Les écoles, les services de soins de santé et les travailleurs sociaux devraient collaborer pour faire en sorte que les enfants obtiennent plus facilement l'aide dont ils ont besoin.
- > Les plateformes en ligne devraient également faire davantage pour contribuer à préserver la sécurité des enfants.

La sécurité en ligne et hors ligne est fondamentale, et les pays de l'UE devraient continuer à œuvrer au renforcement de la protection des enfants, afin de réduire les risques et de préserver leur sécurité.





7. SOUTIEN AUX JEUNES ADULTES

L'aide ne devrait pas s'arrêter lorsque les enfants atteignent l'âge de 18 ans.

L'objectif est de veiller à ce que les jeunes reçoivent l'aide dont ils ont besoin lorsqu'ils passent de l'enfance à l'âge adulte, afin qu'ils puissent se construire un avenir prometteur.

Cela est particulièrement important pour les enfants vivant dans une structure d'accueil alternative, qui n'ont pas nécessairement de famille pour les aider.

Le cap des 18 ans représente un changement majeur, mais de nombreux jeunes ont encore besoin d'aide pour :

- > terminer leur parcours scolaire ou leur formation
- > trouver un lieu de vie
- > décrocher un emploi
- > apprendre à vivre seul

L'un de ces outils est la garantie pour la jeunesse, qui aide les jeunes âgés de 15 à 29 ans à trouver un emploi, une formation continue, un apprentissage ou un stage.





8. QUI APPORTERA LES CHANGEMENTS?

Améliorer la vie et l'avenir des enfants est une responsabilité partagée.

Tout le monde doit travailler en étroite collaboration, afin que les enfants, les jeunes et les familles reçoivent l'aide dont ils ont besoin:

- > les institutions de l'UE
- > les autorités nationales
- > les autorités régionales et locales*
- > les écoles et les services de santé et d'action sociale
- > les organisations de la société civile* et les organisations caritatives
- > les entreprises et les fondations
- > les parents, les aidants et les familles
- > les enfants et les jeunes eux-mêmes

Les pays de l'UE sont encouragés à mettre à jour leur plan national de garantie pour l'enfance afin de fixer des objectifs clairs, de disposer de financements suffisants et de veiller à ce que les enfants et les familles reçoivent le soutien dont ils ont besoin.





EXPLICATION DE CONCEPTS CLÉS

MOT OU EXPRESSION	SIGNIFICATION
accompagnement	Le soutien d'une personne plus âgée de confiance qui écoute, conseille, encourage et aide à faire des choix.
allocations familiales	De l'argent que les pouvoirs publics versent aux familles pour les aider à faire face aux coûts de l'éducation des enfants, tels que la nourriture, les vêtements et d'autres besoins.
apprentissage	Un moyen d'apprendre un métier en travaillant avec des personnes expérimentées tout en se formant. Il vous aide à acquérir des compétences pratiques en accomplissant un travail réel.
autorités locales	Les collectivités locales et les services publics qui contribuent à la gestion d'activités telles que les écoles, le logement, les transports et l'aide sociale dans les villes et les régions.
boîte à outils	Un ensemble de guides, d'activités, d'idées et d'outils pratiques qui aident les citoyens à s'informer sur un sujet et à savoir quelles mesures prendre.
carte de la garantie européenne pour l'enfance	Une idée en cours de test pour aider les enfants et les familles à trouver plus facilement des informations sur les services et les aides possibles, tout en protégeant la vie privée et en évitant la stigmatisation.
enfants roms	Les Roms sont un groupe ethnique minoritaire présent dans de nombreux pays de l'UE. Les enfants roms ne sont pas toujours traités équitablement et n'ont pas toujours accès aux opportunités et au soutien dont ils ont besoin.
exclusion sociale	Situation dans laquelle une personne n'est pas en mesure de participer à des activités de base, par manque d'argent, de soutien ou d'opportunités. On peut être exclu de certaines activités, devoir renoncer à des amitiés, être privé de certains services ou être empêché de participer à la vie collective.
financements	De l'argent destiné à financer des projets, des services ou des activités qui soutiennent les personnes et les communautés. Dans l'UE, les financements peuvent provenir des institutions de l'UE, des autorités nationales ou d'autres organisations.
organisations de la société civile	Des organisations, associations caritatives ou groupes communautaires qui s'emploient à aider les personnes et à améliorer la société. Exemples: les banques alimentaires, les clubs de jeunes ou les associations de lutte contre le sans-abrisme, qui soutiennent les familles et les enfants.
pauvreté des enfants	Situation dans laquelle la famille d'un enfant n'a pas suffisamment d'argent ou de soutien pour les choses dont il a besoin pour vivre, apprendre, rester en bonne santé, se sentir en sécurité et participer à la vie quotidienne.
santé mentale	La manière dont nous pensons, ce que nous ressentons et comment nous faisons face à la vie quotidienne. Cela comprend notamment la manière de gérer le stress, d'entretenir des liens avec les autres et de faire des choix. Une bonne santé mentale signifie être capable de gérer les difficultés quotidiennes et se sentir soutenu en cas de difficultés.
structure d'accueil alternative	Lorsqu'un enfant ne vit pas avec ses parents et qu'il est pris en charge ailleurs, par des membres de sa famille, par des familles d'accueil ou dans un foyer pour enfants (on parle aussi parfois de «protection de remplacement»).



#EUChildGuarantee



#EUChildParticipation



Office des publications
de l'Union européenne

Droit | Données | Publications

© Union européenne, 2026

PDF KE-01-26-101-FR-N

ISBN 978-92-68-43227-3 doi:10.2767/5727899

